



CAHIER DES CHARGES DESTINE AUX PRESTATAIRES

ENTRETIEN DU PATRIMOINE ARBORE DU CEA GRENOBLE

CEAGRE/DPEI

N° Réf : DG-CEAGRE-DPEI-SLE

Date : 10/01/2025

Protection des informations : *Cocher la case :*

- ☒ Le présent cahier des charges ne contient aucune information sensible, ce qui permet la mise en ligne de ce document sur la plate-forme dématérialisée du CEA.
- ☐ Le présent cahier des charges contient des informations sensibles ou classifiées : de ce fait **la mise en ligne** sur la plate-forme dématérialisée du CEA de ce document **est interdite**.

Diffusion : Libre

Mots clés Patrimoine arboré, gestion, arbres

	Nom	Fonction	Visa
Rédacteur	F.LUGRIN	Chargé d'affaire	
Vérificateur	V.TILLET	Adjointe cheffe de service	
ISI DPEI	B.TESSANDORI	ISI	
IQ DPEI	S. VANDROUX	IQ	
RSSI DPEI	Y.LE BRAY	RSSI	
Correspondant Sécurité	T.ROBY	Correspondant Sécurité	
Approbateur	S.FACHIN	Cheffe de service	



CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS	
	Référence : Page 2 / 37

HISTORIQUE DES VERSIONS

Ind.	Date	Objet de la modification
O	22/11/2021	Edition Originale
A	10/01/2025	Seconde édition
B		
C		
D		
E		
F		
G		
H		

SOMMAIRE

1 GLOSSAIRE	5
2 OBJET	7
3 CONTEXTE.....	8
3.1 Présentation du CEA	8
3.1.1 Le CEA	8
3.1.2 Le centre CEA de Grenoble	9
3.2 Les Bâtiments du centre CEA de Grenoble	10
3.3 Organisation du DPEI	10
4 DOMAINE D'APPLICATION	13
4.1 Intervenants et rôles respectifs	13
4.2 Relation avec le centre CEA de Grenoble	13
5 DOCUMENTS APPLICABLES	14
5.1 Documents généraux.....	14
5.2 Documents réglementaires.....	14
5.3 Documents qualité	14
5.4 Réglementation relative à certaines activités	14
5.4.1 Santé et Sécurité au travail (articles R4121-1 à R4822-1) :	14
5.4.2 Plan de Prévention. (Article R4512-6 à R4512-12).....	15
5.4.3 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)	15
5.5 Documents associés à la prestation.....	15
6 DESCRIPTION DE LA PRESTATION	16
6.1 Périmètre	16
6.1.1 Périmètre géographique.....	16
6.1.2 Périmètre technique	16
6.2 Prestation à réaliser et résultats attendus.	16
6.2.1 Prestations de base	Erreur ! Signet non défini.
6.2.2 Prestations complémentaires.....	25
6.2.3 Prestations supplémentaires éventuelles	Erreur ! Signet non défini.
7 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	28
7.1 Moyens nécessaires à la réalisation des prestations	28
7.1.1 Moyens à la charge du Titulaire	28
7.1.2 Locaux mis à disposition du Titulaire par le CEA.....	Erreur ! Signet non défini.
7.1.3 Autres moyens mis à disposition du Titulaire par le CEA et limites de prestations	28
7.2 Organisation du Titulaire.....	29
8 OBLIGATIONS LIEES A LA PRESTATION	30
8.1 Spécifications relatives à la démarche anticorruption du CEA.....	30
8.2 Sécurité.....	30
8.3 Accès au site	30
8.4 Confidentialité	30
8.5 Données Personnelles.....	31
8.6 Exigences spécifiques pour les services hébergés dans le Cloud.....	Erreur ! Signet non défini.
8.7 Qualité.....	Erreur ! Signet non défini.
8.8 Politique Achats responsables et Développement Durable	31
8.8.1 Volet environnement	32
8.8.2 Volet social.....	33



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

Référence :

Page 4 / 37

- 8.9 Visite des locaux..... **Erreur ! Signet non défini.**
8.10 Information – conseil..... **Erreur ! Signet non défini.**

9 PILOTAGE DE LA PRESTATION.....33

- 9.1 Réunions de pilotage **Erreur ! Signet non défini.**
9.1.1 Réunion de démarrage33
9.1.2 Rapports d'activité.....33
9.1.3 Réunion de suivi de contrat..... **Erreur ! Signet non défini.**
9.1.4 Réunion de pilotage.33
9.2 Documents à fournir et livrables34
9.3 Contrôles - Définition des indicateurs et de leur mode de calcul34
9.3.1 Contrôles, audits34
9.3.2 Indicateurs.....35
9.4 PV de réceptions **Erreur ! Signet non défini.**
9.5 Différentes phases du contrat.....35
9.5.1 Durée et déroulement du marché **Erreur ! Signet non défini.**
9.5.2 Phase de prise en charge **Erreur ! Signet non défini.**
9.5.3 Phase opérationnelle **Erreur ! Signet non défini.**
9.5.4 Gestion de fin de contrat- Réversibilité **Erreur ! Signet non défini.**

10 SYNTHÈSE DES EXIGENCES CONTRACTUELLESERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.

11 ANNEXE 1 : POLITIQUE EXTERNE ENERGIE36



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

Référence :

Page 5 / 37

1 GLOSSAIRE

ADR	Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par la Route
AMO	Assistance Maître d'Ouvrages
AQ	Assurance Qualité
BAT	Groupe Bâtiment
BCC	Bâtiment Centre de Compétence
BHT	Bâtiment de Haute Technologie
BSD	Bordereau de Suivi de Déchets
BTR	Bureau des Transports Règlementés
CACES	Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité
CCM	Commission Consultative des Marchés
CCTP	Cahier des Clauses Techniques particulières
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives
CGA	Conditions Générales d'Achat du CEA
CINES	Cellule Ines
CLS	Commission Locale de Sécurité
CMAC	Cellule Méthodes et Amélioration Continue
CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique
COSTRAT	Comité National Stratégique France Mobilités
CPRTT	Cellule PRTT
CQSE	Cellule Qualité Sécurité Environnement
CRCV	Contrôle Radiologique du Chargement des Véhicules
CS	Correspondant Sécurité (protection du potentiel scientifique et technique)
CSE	Commission Sociale et Economique
CSPS	Coordonnateur Sécurité en matière de Protection de la Santé
CSSCT	Commission Santé, Sécurité et Condition de travail
CTReg	CEA Tech en régions
CVC	Groupe Climatisation Ventilation Chauffage
D3E	Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques
DAASC	Demande d'Autorisation d'Accès au Site du CEA
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DES	Direction des énergies
DFT	Dispositifs de Fonctionnement Technique
DIB	Déchet Industriel Banal
DOE	Dossier des Ouvrages Exécutés
DPEI	Département Projets, Exploitation et Ingénierie
DPEI/DIR	Direction du DPEI
DPGF	Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
DREAL	Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DRF	Direction de la recherche fondamentale
DRT	Direction de la recherche et de la technologique
ELEC	Groupe Electricité
EPI	Equipement de Protection Individuelle
ERP	Établissement Recevant du Public
ESI	Groupe Exploitation des Systèmes d'Information
FDS	Fiches de Données de Sécurité
FLU	Groupe Fluide
FLS	Formation Locale de Sécurité
GAC	Groupe Archives Centre
GPEP	Groupe Pilotage Exploitation et Prévention
GPP	Groupe Pilotage Projets
HCT	Horaire Collectif de Travail (de 7h55 à 16h35)
HHCT	Hors Horaire Collectif de Travail



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

Référence :

Page 6 / 37

HNO	Heures Non Ouvrables (de 20h30 à 6h00 pour Grenoble et de 20h00 à 7h00 pour l'INES, les samedis, dimanches, les jours fériés et chômés et les jours de fermeture du CEA toute la journée)
HO	Heures Ouvrables (de 6h00 à 20h30 pour Grenoble et de 7h00 à 20h00 pour l'INES))
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
INES	Institut National de l'Energie Solaire (où sont situées les installations du LITEN DTS, Bourget du Lac)
INSERM	Institut National de la Santé et de la recherche Médicale
INRAE	Institut National de Recherche pour l'Agriculture
IQ	Ingénieur qualité
IRIG	Institut de Recherche Interdisciplinaire de Grenoble
ISC	Groupe Information Scientifique et Calculs
ISE	Ingénieur de Sécurité d'Etablissement
ISI	Ingénieur de Sécurité d'Installation
CJ	Cellule Juridique du CEA Grenoble
LETI	Laboratoire d'Electronique et de Technologie de l'Information (institut DRT)
LIST	Laboratoire d'Intégration de Systèmes et des Technologies
LITEN	Laboratoire d'Innovation pour les Technologies des Énergies Nouvelles et les nanomatériaux (institut DRT)
LPE	Laisser Passer d'Entreprise
MOA	Maître d'ouvrage
OSSI	Officier de Sécurité des Systèmes d'Information
OS	Officier de Sécurité
PAS	Plan d'Assurance Sécurité
PCS	Plan Contractuel de Sécurité
PFAS	Per- et Polyfluoroalkylées
PPME	Plan de Prévention Mono Entreprise
PQP	Plan Qualité Particulier
PPQSE	Plan Particulier Qualité Sécurité Environnement
PQSE	Plan Qualité Sécurité Environnement
PECC	Première ébauche cahier des charges (instance de relecture)
PGC	Plan Général de Coordination
PPE	Plan de Performance Énergétique
PP(S)	Plan de Prévention (Simplifié)
PRTT	Plates-formes Régionales de Transfert Technologique
PSE	Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s)
PSI	Groupe Projets et Solutions Informatiques
PSSI	Politique de Sécurité des Systèmes d'Information
PUS	Pôle Utilités Services
PV	Procès verbale
RC	Règlement de Consultation
RGPD	Règlement Général sur la Protection des Données
RPP	Relation Parties Prenantes
RQTH	Reconnaissance Qualité de Travailleur Handicapé
RSE	Responsabilité Sociétale de l'Entreprise
RSSI	Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information
RTT	Réduction du Temps de Travail
SLE	Service Logistique et Environnement
SMA	Service Marchés et Achats
SME _n	Système de Management de l'Énergie
SPPEP	Service Pilotage Projets, Exploitation et Prévention
SSTM	Service Supports Techniques et Métiers
STIC	Service des Technologies de l'Information et de la communication
TA	Groupe TéléAlarme
TURPE	Tarifs d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité
UGA	Université Grenoble Alpes



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

Référence :

Page 7 / 37

UMR Unité Mixte de Recherche
ZRR Zone à Régime Restrictif

2 OBJET

Le marché relatif aux prestations décrites dans le présent cahier des charges est soumis à une **obligation de résultat** de la part du prestataire, où le prestataire doit délivrer les prestations conformément aux spécifications convenues.

Le présent cahier des charges a pour objet de détailler les prestations attendues dans le cadre de la gestion du patrimoine arboré du site du CEA Grenoble. Le patrimoine arboré est composé de l'ensemble des arbres du site.

Le CEA Grenoble confie cette prestation à un prestataire, ci-après dénommé « le Titulaire », selon les conditions définies ci-dessous.

Il s'agit notamment de :

- La taille et élagage des arbres
- L'abattage
- La suppression des souches ;
- L'haubanage ;
- Le soin des arbres
- L'échenillage ;
- Valorisation des produits de coupe
- L'inventaire et le diagnostic du patrimoine ;
- La gestion des déchets ;
- La gestion administrative ;

3 CONTEXTE

3.1 Présentation du CEA

3.1.1 Le CEA

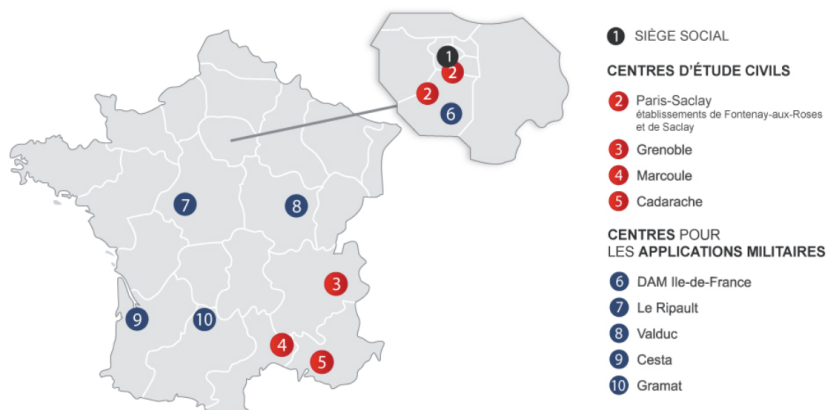
Le CEA est un établissement public à caractère industriel et commercial. Il répond aux commandes de l'Etat ainsi qu'aux besoins de la société et de l'industrie et s'engage au quotidien pour relever les défis liés à la transition énergétique, aux innovations numériques, au besoin de souveraineté, ou encore aux maladies émergentes.

Il est un organisme de référence et mène des travaux de recherche dans des disciplines scientifiques variées en s'appuyant sur des plates-formes technologiques regroupant des équipements de pointe.

À travers ses recherches ancrées dans de grands enjeux sociétaux et les technologies qu'il développe, le CEA est un acteur majeur de la recherche et de l'innovation et contribue ainsi à la transformation de la société.

Pour mener à bien ses missions, le CEA s'appuie sur quatre directions dites opérationnelles, dont les activités sont implantées sur 10 sites en France, et accompagnées par des directions fonctionnelles. Il est également réparti sur 7 plates-formes régionales de transfert de technologie (PRTT).

En savoir plus : www.cea.fr



Son organisation repose sur :

4 directions opérationnelles :

- la Direction des Applications Militaires (DAM),
- la Direction des Energies (DES),
- la Direction de la Recherche Technologique (DRT),
- la direction de la Recherche Fondamentale (DRF)

Ces directions sont structurées en instituts ou directions de centre, en départements et services.

Les directions fonctionnelles :

- La Direction financière et des programmes (DFP)
- La Direction des achats et des partenaires stratégiques (DAPS)
- La Direction de la Sécurité et de la Sûreté Nucléaire (DSSN)
- La Direction juridique et du contentieux (DJC)
- La Direction des systèmes d'information (DSI)

- La Direction de la communication (DCom)
- La Direction des ressources humaines et des relations sociales (DRHRS)
- La Direction des relations internationales (DRI)
- La Direction de l'Audit, des Risques et du Contrôle Interne (DARCI)

Pour de plus amples informations sur le CEA, visitez le site www.cea.fr

3.1.2 **Le centre CEA de Grenoble**

Installé au cœur d'un environnement urbain et scientifique, industriel et universitaire très riche, le centre CEA de Grenoble destiné à la recherche nucléaire dès 1956 consacre désormais l'essentiel de ses recherches au développement de solutions innovantes, dans les domaines de l'énergie, de la santé, de l'information et de la communication.

Le centre CEA de Grenoble réunissant plus de 4 500 collaborateurs (salariés CEA) sur près de 67 hectares, accueille les activités de trois des directions opérationnelles : la DRT, la DES et la DRF.

La Direction de centre :

Le Centre du CEA Grenoble est placé sous la responsabilité de son Directeur, qui est le représentant légal de l'employeur et assume le rôle de chef d'établissement au sens du Code du travail. Les unités de la Direction de centre ont 2 missions principales ; d'une part, le soutien-support aux programmes de recherche menés par les unités hébergées, et d'autre part les missions « régaliennes » ou « employeur », en particulier le fait de faire respecter les règles en vigueur (santé, sécurité, gestion, finances, achats, ventes, juridique, RH, ...) et de veiller à l'entretien et à l'évolution du patrimoine immobilier ainsi qu'à la bonne gestion des infrastructures et services communs (restauration, nettoyage, logistique, ...).

Les Directions opérationnelles :

Les directions opérationnelles sont en charge de réaliser les programmes de recherche dans leurs différents domaines d'expertise, pour répondre aux missions qui lui ont été fixées par l'Etat dans les 4 grands domaines des énergies, de la défense, des technologies pour le numérique et pour la santé, au service de la compétitivité industrielle du pays et en lien étroit avec les évolutions sociétales et les applications

A Grenoble, 3 directions opérationnelles sont présentes :

La Direction de la recherche technologique (DRT) du CEA aborde les grands enjeux sociétaux et industriels du XXI^e siècle en développant et en diffusant des technologies, pour tous les secteurs industriels et tous les types d'entreprises, qui contribuent à l'accompagnement de la transition numérique dans la société, à l'amélioration de la santé publique et au respect de la planète.

A Grenoble, la DRT se compose ainsi :

- Le CEA-Leti, en savoir plus : www.leti-cea.fr
- Le CEA-List, en savoir plus : www.list-cea.fr
- Les plates-formes régionales de transfert technologique (PRTT), au nombre de 7.

La Direction des énergies (DES) du CEA apporte aux pouvoirs publics et aux industriels les éléments d'expertise et d'innovation pour la mise en œuvre d'un système énergétique bas carbone. Avec une approche intégrée du système énergétique, la DES s'intéresse à tous les modes de production d'énergie bas carbone (énergie nucléaire, nouvelles technologies de l'énergie), à leurs interactions au sein du réseau (stockage, pilotage, conversion), et à la problématique des ressources dans une logique d'économie circulaire des matières.

La DES se compose d'un institut à Grenoble :

le CEA-Liten – en savoir plus : www-liten.cea.fr

La Direction de la recherche fondamentale (DRF) du CEA exerce ses activités dans les domaines des biotechnologies et de la santé, des sciences de la matière et de l'Univers, de la physique, du climat et des nanosciences. Elle place au cœur de ses objectifs la production et la publication de connaissances et de savoir-faire au meilleur niveau mondial.

La DRF comprend un institut à Grenoble :

- Le CEA-Irig – en savoir plus : www.irig.cea.fr

3.2 Les Bâtiments du centre CEA de Grenoble

Le site du centre CEA de Grenoble est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) regroupant toutes les activités du centre, qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'exploitation.

Le centre CEA de Grenoble est une Zone Protégée au sens de l'article 73 de l'IGI 1300 et tout accédant doit faire l'objet d'un contrôle élémentaire qui est une enquête administrative.

Il compte 283 bâtiments représentant environ 342.000 m² sur le polygone scientifique, qui accueillent plus d'une centaine de laboratoires de recherche et divers services administratifs ou techniques (unités de supports), chargés du fonctionnement du centre au quotidien.

A noter la présence des éléments suivants sur le site de Grenoble :

- 7 ERP (Établissement Recevant du Public),
- Le BCC (Bâtiment Centre de Compétence) : Propriété de la SCI BCC Presqu'île avec comme locataire principal le CEA,
- Le BHT (Bâtiment de Haute Technologie) : Propriété de la SEM Minattec Entreprises, avec comme locataire principal le CEA,
- Le bâtiment des DFT (Dispositifs de Fonctionnement Technique), Propriété de la société PUS (Pôle Utilités Services),

Les bâtiments hors clôtures sont :

- L'Institut de biologie structurale (IBS) sur le campus EPN, dans lequel le CEA est co-tutelle de l'UMR avec le CNRS et l'UGA,
- Les bâtiments sis à HERBEY (Isère 38) en convention avec Grenoble-INP,
- Le fort des Quatre Seigneurs sis à HERBEYS,
- Y.SPOT Partners

Caractéristiques générales additionnelles du site du CEA Grenoble :

- Espaces verts : ≈ 15 Ha,
- Routes sur le site de Grenoble : ≈ 35 km

3.3 Organisation du DPEI

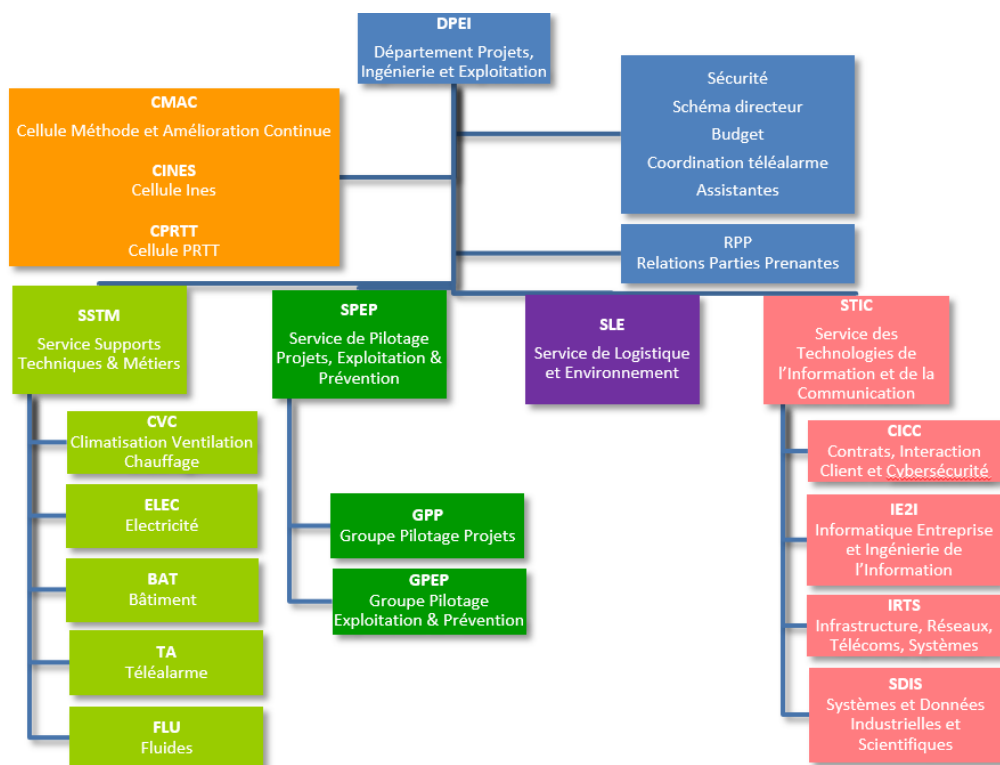
Le Département Projets, Exploitation et Ingénierie (DPEI) est rattaché à la direction du centre. Il est composé :

- D'un échelon de direction (DPEI/DIR) qui assure la coordination des activités du département, et la liaison avec la Direction du Centre.

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS	
	Référence : Page 11 / 37

- D'un Service des Technologies de l'Information et de la Communication (STIC) composé d'un échelon Direction et de 4 groupes :
 - Un Groupe Contrats, Interaction Clients et Cybersécurité (CICC)
 - Un Groupe Informatique d'Entreprise et Ingénierie de l'Information (IE2I)
 - Un Groupe Infrastructure, Réseaux, Télécoms, Systèmes (IRTS)
 - Un Groupe Systèmes et Données Industrielles et Scientifiques (SDIS)

Ce service est chargé des systèmes d'information scientifique, technique et bureautique, des systèmes dédiés au calcul scientifique, aux technologies d'information et de communication ainsi qu'aux archives du centre.
- D'un Service de Logistique et Environnement (SLE) chargé de fournir aux utilisateurs du Centre, en interne DPEI et aux parties prenantes, des services généraux, des ressources, des conseils et du support technique conformes aux attentes.
- D'un Service de Pilotage Projets, Exploitation & Prévention (SPPEP), chargé de garantir la cohérence des activités Projets, Exploitation & Prévention au regard des capacités des équipes du DPEI. Il est composé d'un échelon direction et de 2 groupes :
 - Le Groupe Pilotage Projets (GPP) chargé de piloter opérationnellement les projets.
 - Le Groupe Pilotage Exploitation & Prévention (GPEP) chargé de piloter opérationnellement les contrats d'exploitation/maintenance et de contrôles réglementaires des bâtiments et des infrastructures.
- D'un Service Supports Techniques & Métiers (SSTM) chargé d'assurer les études, les travaux et l'appui technique sur les bâtiments et les infrastructures, pour répondre aux priorités de disponibilité et performance des installations. Il est composé d'un échelon central et de 5 groupes
 - Le groupe Climatisation Ventilation Chauffage (CVC)
 - Le groupe Electricité (ELEC)
 - Le groupe Bâtiment (BAT)
 - Le groupe TéléAlarme (TA)
 - Le groupe Fluides (FLU)
- D'une Cellule Méthodes & Amélioration Continue (CMAC) qui regroupe les missions de qualité et amélioration continue, de patrimoine, d'ergonomie et d'accessibilité, de gestion du parc informatique.
- D'une Cellule INES (CINES) chargée, pour le site INES, d'accompagner son déploiement dans la réalisation de ses projets et travaux.
- D'une Cellule CPRTT (CPRTT) chargée, pour les sites de CEATech en région, d'accompagner leur déploiement dans la réalisation de leurs projets et travaux.
- Des interlocuteurs des Relations Parties Prenantes (RPP) chargés de contribuer à une bonne interaction entre le DPEI et les parties prenantes.



4 DOMAINE D'APPLICATION

4.1 Intervenants et rôles respectifs

Les entités concernées par cette prestation sont les suivantes :

- Le CEA : Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives: Le Demandeur,
 - Le DPEI : Le représentant du **Demandeur**.
 - Le SLE chargé du suivi de ces prestations : **Le Correspondant technique CEA**
 - L'ingénieur qualité du DPEI
 - L'ingénieur sécurité d'installation du DPEI
- le **Service Marchés et Achats** qui assure le suivi commercial des prestations effectuées par le Titulaire
- les « **interlocuteurs sécurité CEA** » : ils ont délégation du chef d'établissement en matière de sécurité et d'environnement pour chaque périmètre délimité .A ce titre ils ont tout pouvoir sur les conditions d'exécution des prestations par le Titulaire dans ces domaines.
- l'**Ingénieur Sécurité d'Etablissement** et les **Ingénieurs Sécurité d'Installations** sont respectivement les conseillers en matière de sécurité au travail, et de l'environnement du **Directeur de Centre** et des interlocuteurs sécurité. Ils peuvent être amenés à effectuer des visites de contrôles à tout moment. Ils coordonnent et animent les actions de prévention, prennent en compte les évolutions des réglementations et assurent l'interface auprès des différents acteurs concernés,
- la **Formation Locale de Sécurité** est le service d'intervention du CEA Grenoble en cas d'incident ou d'accident, en charge de la sécurité des biens et des personnes au CEA Grenoble,
- La société assurant la prestation : **Le Titulaire**,
- Les instituts partenaires du polygone scientifique (Les SERVICES PATRIMOINE et SECURITE du CHU MICHALLON, Grenoble INP: l'Institut Polytechnique de Grenoble, etc)
- Les sociétés tierces ou de services du CEA assurant des interventions pour le compte du Demandeur.

4.2 Relation avec le centre CEA de Grenoble

Le Titulaire désigne un correspondant privilégié sur site du centre CEA de Grenoble qui rend compte directement au **Correspondant technique du CEA** pour le suivi des prestations.

Le Titulaire s'engage à signaler immédiatement au **Correspondant Technique** toute anomalie, incident ou accident de toute nature survenu lors des prestations les concernant.

Le Titulaire désigne parmi son personnel un représentant, dénommé ci-après « **Interlocuteur Sécurité** ». Il est doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires pour assurer le respect, la mise en œuvre et le suivi des exigences imposées par les réglementations applicables dans tous les domaines de la Sécurité, ainsi que les consignes particulières du CEA. Il participe à la rédaction du plan de prévention.

Correspondant Technique précisera au Titulaire quels sont les interlocuteurs sécurité concernés par la prestation.

Le Titulaire informera le **Correspondant Technique**, dans les meilleurs délais, d'une éventuelle visite de son CSSCT (ou CSE).

5 DOCUMENTS APPLICABLES

5.1 Documents généraux

Sur le site du CEA Grenoble, l'Arrêté Préfectoral du centre, les circulaires et instructions sécurité CEA s'appliquent, et notamment les textes suivants :

Une copie de ce référentiel est transmise au Titulaire et doit être restituée au CEA en fin de marché.

Référence	Libellé
GRE/CEA/SPAS/RI	Règlement intérieur du CEA
EQ/CS23-10 ind A	Règles applicables aux entreprises extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés)
CS 58	Accès des personnes au centre CEA de Grenoble et dans les sites délocalisés
CS n°28	Prévention des risques électriques
CS n°52	Règles générales à respecter pour le stockage et l'utilisation des produits chimiques

5.2 Documents réglementaires

Le Titulaire doit se conformer aux textes et aux normes applicables aux prestations assurées.

Il informe le CEA de toute évolution réglementaire en cours de marché.

5.3 Documents qualité

Les documents référencés ci-dessous, sont consultables au DPEI dans le groupe émetteur du présent document et seront reproduits à la demande de l'entreprise.

Référence	Libellé
ST.G.CC.1100	Cahier de Clauses Techniques Générales applicable à tous les LOTS

5.4 Réglementation relative à certaines activités

5.4.1 Santé et Sécurité au travail (articles R4121-1 à R4822-1) :

La prévention des risques liés à certaines activités ou opérations lors de travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure se doit de mettre en œuvre les mesures préalables à l'exécution d'une opération.

5.4.2 Plan de Prévention. (Article R4512-6 à R4512-12)

Avant le début des opérations et après avoir réalisé les points suivants :

- Organiser **et tracer** une inspection commune préalable ;
- Obtenir les Modes Opératoires des entreprises ;
- Arrêter les modalités d'intervention et coopération avec les différents acteurs de l'opération

Le CEA, le prestataire et ses sous-traitants procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels.

A l'issue, les employeurs arrêtent d'un commun accord, avant le début des travaux, un plan de prévention global définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques. Le plan de prévention est, à minima, révisé annuellement.

Des avenants au plan de prévention (PdP) global, peuvent être établis le cas échéant pour les travaux particuliers non couverts par le plan global. Ces travaux particuliers, avant la rédaction de l'avenant au PdP, devront faire l'objet d'une visite commune qui devra être tracée.

Une liste de tout le personnel intervenant sera fournie. Cette liste devra être remise à jour autant de fois que besoin et transmise à l'Ingénieur de Sécurité d'Installation.

NB : En cas de nouveaux sous-traitants en cours de travaux, il conviendra de mettre à jour le plan de prévention ainsi qu'une nouvelle visite des lieux. Cette visite devra être tracée.

Si le prestataire fait intervenir un prestataire pour des opérations sur le site du CEA mais qui ne concernent pas le CEA, il devra obtenir l'accord préalable du CEA et devra établir un plan de prévention avec son prestataire ou son sous-traitant, et appeler le CEA à y participer.

5.4.3 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Le prestataire s'engage à ne pas exercer d'activité soumise à un critère de classement selon la législation des ICPE.

Si le prestataire envisage d'exercer une activité visée par la nomenclature des ICPE, même sans dépasser le seuil de déclaration, il en informe au préalable et par écrit le CEA Grenoble qui en détermine l'impact éventuel sur ses propres activités classées. Le CEA Grenoble se réserve, le cas échéant, le droit de refuser l'implantation de l'activité, ou le volume d'activité ou de stockage envisagé.

Si le prestataire envisage d'exercer une activité classée au sens des ICPE, dépassant un seuil de classement, le CEA Grenoble et le prestataire prennent contact avec les autorités administratives afin de définir les responsabilités d'exploitant de l'ICPE envisagée, les modalités de constitution des dossiers réglementaires, et les conditions d'exploitation de cette activité.

5.5 Documents associés à la prestation.

Ces documents seront joints au dossier de consultation des entreprises ou consultables sur demande.

Référence	Libellé
	Plan du Site CEA Grenoble
	Plan des espaces verts CEA Grenoble
	Diagnostic du patrimoine arboré CEA Grenoble



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

Référence :

Page 16 / 37

6 DESCRIPTION DE LA PRESTATION

6.1 Périmètre

6.1.1 Périmètre géographique

Le périmètre géographique, est celui du Site CEA Grenoble, dénommé « **le Site** » dans ce CdC. Le périmètre géographique est présenté en Annexe.

6.1.2 Périmètre technique

Sur les 70 hectare du Site CEA Grenoble se trouve environ 1000 arbres.

La prestation concerne l'ensemble des arbres du Site, c'est-à-dire le patrimoine arboré du site du CEA/Grenoble.

Le patrimoine arboré du Site est composé d'environ 1 000 arbres (dont 757 de plus de 3 mètres). Les essences que l'on retrouve en majorité sur le site sont des feuillus (peupliers, peupliers noirs, platanes, robiniers) et divers conifères. Plus de 52 essences différentes sont présentes sur le site.

Une étude du parc arboré du site a été réalisée en juillet 2024, permettant d'avoir un état des lieux pour le démarrage des prestations décrites dans le ce cahier des charges.

Cette étude comporte des préconisations de gestion, dont l'application sera discutée lors de réunion de pilotage entre le Titulaire et le **Correspondant Technique**.



6.2 Prestation à réaliser et résultats attendus.

6.2.1 Prestations de base

6.2.1.1 Inventaire et diagnostic du patrimoine arboré (Lot1)

Dans les 6 premiers mois et 6 mois avant la fin du marché en cours, le Titulaire devra réaliser une mise à jour précise de l'inventaire du patrimoine arboré du CEA Grenoble. Cet inventaire sera réalisé sur la base du BPU fourni en annexe.

L'inventaire sera transmis au format Shape dans sa version la plus récente. Le fichier précisera les caractéristiques suivantes :

- Localisation sur plan en Lambert 93 ;
- Numéro du sujet ;
- Essence (avec variété) ;
- Stade de développement ;
- Implantation dans l'environnement (isolé, groupement, alignement...)
- Mécanique de la structure ;
- Physionomie ;
- Etat sanitaire ;
- Le diamètre du tronc
- La hauteur
- Port de l'arbre
- Toute autre information que le Titulaire juge nécessaire et utile.

L'inventaire devra être complété par un diagnostic général du patrimoine arboré, permettant au Titulaire d'élaborer un plan de gestion.

Ce diagnostic devra évaluer l'état global du patrimoine arboré, en identifiant ses points forts et ses points faibles.

6.2.1.2 Programme de gestion et planning d'intervention (Lot1)

Le plan de gestion, incluant des préconisations, devra viser à accroître le volume du houppier afin d'augmenter le taux de canopée.

Autrement dit, les recommandations de gestion devront privilégier la remise en port libre des arbres lorsque cela est possible.

Dans les 6 premiers mois, le titulaire transmettra au **Correspondant Technique** un programme de gestion et un planning d'intervention du patrimoine. Chaque opération inscrite au programme devra être justifiée.

Le planning d'intervention de sera transmis au format Shape dans sa version la plus récente. Le fichier précisera les caractéristiques suivantes :

- Nature des travaux
- Délais d'intervention

Lors des interventions sur le Site, si le Titulaire détecte des arbres présentant des facteurs à risque, il en avise aussitôt le **Correspondant Technique** qui définit alors les nouvelles dispositions à prendre. En cas de situation dangereuse (identification de branches cassées ou arbres risquant de chuter), le Titulaire est tenu d'effectuer immédiatement un balisage de la zone dangereuse, avec les moyens adaptés, et d'en informer le **Correspondant Technique**.

Il en est de même en cas de détection de maladie ou de parasites.

6.2.1.3 Taille des arbres du site (Lot2)

Le Titulaire est tenu de réaliser une visite sur place avant toute prestation d'élagage. A l'issue de cette visite, le Titulaire fait part au **Correspondant Technique** des techniques particulières qu'il juge nécessaire d'utiliser.

Quelle que soit la prestation, le Titulaire a la charge de :

- De délimiter le secteur de travail par un balisage qu'il lui appartient de déplacer au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le cas échéant. La délimitation des périmètres à protéger ainsi tient compte des risques potentiels de chute de branches et d'arbres ;
- Prendre en charge les déchets ;
- Nettoyer les voiries et pelouses immédiatement en fin de prestation ;
- Remettre en état les pelouses sans frais supplémentaire en cas de dégâts commis lors de sa prestation.

Lors des interventions sur le Site, si le Titulaire détecte des arbres présentant des facteurs à risque, il en avise aussitôt le **Correspondant Technique** qui définit alors les nouvelles dispositions à prendre. En cas de situation dangereuse (identification de branches cassées ou arbres risquant de chuter), le Titulaire est tenu d'effectuer immédiatement un balisage de la zone dangereuse, avec les moyens adaptés, et d'en informer le **Correspondant Technique**.

Il en est de même en cas de détection de maladie ou de parasites.

Les tailles envisagées sont les suivantes :

- Des tailles de rejets ;
- Des tailles de réduction ;
- Des tailles d'éclaircie des rejets ;
- Des tailles d'adaptation à l'environnement (remontée de couronne, dégagement façade, lampadaire...) ;
- Des tailles de formation ;
- Enlèvement de bois mort et branches cassées ;
- Etc.

L'entreprise veille à l'homogénéité des tailles pour les végétaux faisant partie d'un même alignement. En particulier, la configuration initiale doit être respectée. Toute modification que le Titulaire pourrait être amené à proposer pour améliorer l'aspect fonctionnel ou esthétique des espaces aménagés, ou pour en faciliter l'entretien, doit être soumise au **Correspondant Technique**.

Lors de la taille des arbres d'alignement, une période est déterminée par le diagnostic. La taille se fera à mi-période pour un arbre sur deux, afin de préserver l'ombre sur les zones grises. Les autres arbres seront taillés au début ou à la fin de chaque période.

6.2.1.4 Prestation d'abattage et de suppression de souche (Lot2)

Le Titulaire est tenu de réaliser une visite sur place avant toute prestation d'abattage. A l'issue de cette visite, le Titulaire fait part au **Correspondant Technique** des techniques particulières qu'il juge nécessaire d'utiliser

La prestation d'abattage elle comprend :

- La préparation du chantier ;
- L'abattage d'arbre ;
- Le façonnage d'arbre ;
- Le débardage ;
- La suppression de la souche ;
- Le nettoyage du chantier;

Suppression des souches.

La suppression de souche peut être demandée :

- Après les travaux d'abattage, si le projet le nécessite.
- Sur une souche ancienne ou une souche d'un arbre non abattu par le Titulaire.

La technique de suppression des souches utilisée peut être soit par rognage, soit par dessouchage.

Le rognage doit être une technique d'intervention privilégié, le dessouchage n'étant qu'exceptionnel et soumis à accord ou demande spécifique du gestionnaire de contrat.

La dévitalisation des souches utilisant une technique d'intervention à base de chimie est strictement interdite.

Dans certaines zones du site il sera envisagé de laisser le tronc afin d'y installer des niches biologiques (accueil des insectes et des oiseaux).

La prestation de rognage comprend :

- La transformation du système racinaire en copeaux ;
- Le nivellement du terrain ;
- Le nettoyage du chantier ;

La prestation de dessouchage comprend :

- L'extraction des racines et de la souche de l'arbre abattu ;
- Le ramassage des résidus et leur élimination en filière agréée ;
- Le remplissage de la cavité avec de la terre végétale ;
- Le nivellement du terrain ;
- Le nettoyage du chantier.

Avant toute prestation de dessouchage le Titulaire doit en lien avec le **Correspondant Technique** s'informer à l'avance des éventuelles infrastructures souterraines (conduites de gaz, d'eau, d'électricité, fosses septiques, etc)

Les excavations non comblées en fin de journée devront être protégé et balisé protégées.

6.2.1.5 Fourniture et mise en place d'haubanage (Lot2)

Le Titulaire a en charge le renforcement de la stabilité mécanique de la couronne d'un arbre en limitant l'amplitude du mouvement des branches. Cette prestation comprend la mise en place du système d'haubanage ainsi que la vérification régulière du système.

Les méthodes de pose devront être non agressives pour l'arbre. Les cerclages en métal, haubanages fixes et perçages de l'arbre sont prohibés.

Le titulaire a en charge le suivi et l'entretien des haubanages déjà présents sur le site.

6.2.1.6 Soins des arbres (Lot2)

Le Titulaire a la charge de déterminer l'état sanitaire du patrimoine arboré et de le soigner. Le Titulaire doit informer le **Correspondant Technique** de toute suspicion de maladie d'un sujet.

Le soin du patrimoine arboré consiste notamment en ces actions :

- Prophylaxie. Les travaux doivent être réalisés avec des outils tranchants et désinfectés pour éviter tout risque de transmission d'agents pathogènes. Quelle que soit la prestation, la désinfection des outils et du matériel a lieu au démarrage du chantier et entre chaque arbre, et si possible par immersion des outils dans la solution stérilisante pendant quelques minutes.
- Soin des plaies accidentelles. Dans le cas de plaies récentes, un parage à l'aide d'outils appropriés peut être demandé au Titulaire. Le parage consiste à supprimer l'écorce arrachée et les éclats de bois et à retailler l'écorce à la périphérie de la plaie en une coupure franche afin de faciliter le développement du bourrelet cicatriciel.
- Protection racinaire : De plus, après traitement, les racines seront recouvertes de terre afin de ne pas être exposées au dessèchement ou au gel. Ces interventions ne doivent pas endommager les barrières de défense mises en place par l'arbre ainsi que le bourrelet cicatriciel.
- Lutte contre les maladies. Il s'agit de traiter les arbres avec un soin particulier envers des maladies nuisibles présentes sur le site du CEA.

6.2.1.7 Gestion des déchets (Lot2)

Le Titulaire prend en charge l'intégralité des déchets verts générés par son activité quelle que soit la prestation. Ils sont traités, selon leur nature, de la manière suivante:

- les petits déchets ligneux (petites et moyennes branches) sont broyés directement sur site pour paillage. Les copeaux obtenus sont stockés sur site sur la zone déchèterie désigné par le DPEI/SLE.
- les déchets verts ligneux de diamètre important (branches, troncs...) sont évacués vers des exutoires conformes à la réglementation, proposés par le Titulaire et validés par le **Correspondant Technique**.

Le choix des exutoires doit alors respecter les critères suivants :

- Le respect de la réglementation applicable ;
- La valorisation des déchets ;
- La proximité géographique.

Le Titulaire privilégie la valorisation matière des déchets plutôt que la valorisation énergétique. En excluant les arbres malades, l'objectif est d'atteindre un minimum de 80% de valorisation matière.

Les exutoires recevant des déchets provenant du CEA Grenoble doivent être obligatoirement validés par le **Correspondant Technique**.

Pour ce faire, à minima 2 semaines avant le début du marché, le Titulaire communique pour chaque exutoire prévu les informations générales sur l'exutoire (Raison sociale, Numéro de SIRET, Coordonnées exactes du site de traitement, arrêté d'exploitation du site...).

Dans le cas des arbres infectés ou malades, ceux-ci seront évacués par le Titulaire, dans les filières adéquates et selon les méthodologies réglementaires.

Le Titulaire est tenu d'appliquer la réglementation en vigueur pour le transport des déchets et doit notamment fournir au **Correspondant Technique**, à la prise d'effet du contrat, une copie du récépissé de déclaration ou autorisation en préfecture au titre de transport par route de déchets ou au titre de négoce/courtage de déchets.

Toute sortie de déchet hors du site fait l'objet **d'un passage obligatoire au CRCV** (contrôle radiologique du chargement des véhicules).



Un bilan annuel est à transmettre mi-janvier de l'année N+1, sur le tonnage évacué ainsi que sur la filière utilisée.

6.2.1.8 Interventions ponctuelles et interventions d'urgence (Lot2)

Outre le programme d'intervention défini lors du diagnostic du site, des demandes complémentaires peuvent être faites auprès du Titulaire.



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

Référence :

Page **23 / 37**

Ces demandes complémentaires peuvent être des demandes ponctuelles d'intervention ou des demandes urgentes en termes de sécurité.

Elles portent sur l'ensemble des prestations décrites au CdC : élagage, abattage, dessouchage, haubanage ; classiques et de sécurité.

Les conditions d'intervention (visite de site et établissement d'un devis sont identiques au § 7)

Les délais d'intervention maximum sont de :

- 24 h à compter de la réception de la demande pour un élagage ou un abattage de sécurité en jour ouvré
- 5 jours ouvrés pour les autres demandes d'intervention, visite sur site comprise.

Dans le cas d'abattages consécutifs due à une maladie épidémique, se référer au paragraphe de la gestion des déchets 6.2.1.5.



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

Référence :

Page **24 / 37**

6.2.1.9 Gestion administrative des prestations d'élagage et d'abattage (Lot2)

La gestion de l'ensemble des documents d'exploitation est à la charge du Titulaire.

Chaque évolution du patrimoine arboré du Site fera l'objet d'une synthèse présentée annuellement.

La synthèse sera composée notamment de la liste de toutes les intervention réalisé, daté.

Au cours de cette présentation, le Titulaire exposera également le planning des interventions prévues pour l'année suivante.

Les travaux proposé dans le planning d'intervention sont soumis à l'accord du **Correspondant Technique** qui déclenche ou non les prestations sur la base des prix bordereaux du marché.

6.2.2 Prestations complémentaires

Toutes prestations complémentaires feront l'objet d'un devis qui devra être validé par le **Correspondant technique**.

6.2.2.1 Echenillage (Lot2)

Le Titulaire a en charge l'échenillage de nids de chenille processionnaire dans les arbres du Site. La prestations d'échenillage sera déclenché par le **Correspondant technique**.

Aujourd'hui 4 essences (pin noir, pin sylvestre, pin himalaya, pin weymouth) regroupent 71 arbres sont suivit dans le cadre de la lutte espèces invasives donc font partie les chenilles processionnaires. L'intervention d'échenillage peut se faire sur tout ou partie des arbres suivis di Site.

L'échenillage sera fait selon le Décret n° 2022-686 du 25 avril 2022 relatif à la lutte contre la chenille processionnaire du chêne et la chenille processionnaire du pin

L'utilisation d'EPI spécialisé devront être utilisé.

Le Titulaire précisera au **Correspondant Technique** l'exutoire des déchets d'échenillage suivant les règles définies dans le §6.2.1.5

Résultat attendu : suppression totale des nids de chenille processionnaires.

6.2.2.2 Diagnostics sanitaire particulier (Lot1)

A la demande du **Correspondant Technique** le Titulaire à la charge de réaliser des diagnostics sanitaires des arbres. Ces diagnostics peuvent être les suivants :

- Diagnostic en hauteur. Il s'agit d'un diagnostic visuel de chaque partie de l'arbre (racine, tronc, couronne, rameaux) depuis le sol et en hauteur depuis une nacelle ou à la corde ;
- Diagnostic approfondit. Il s'agit d'un diagnostic en hauteur complété d'une étude par Résistograph du mât racinaire, du tronc et de la couronne, d'un test sonore au maillet et à la canne métallique sur le bas du tronc et les mâts racinaires ;
- Etude par tomographe ;
- Test de traction.

A la suite du diagnostic, le Titulaire remettra au **Correspondant Technique** un rapport récapitulant les résultats de l'étude arbre par arbre :

- Numéro de l'arbre ;
- Etat sanitaire détaillé de l'arbre ;
- Les origines de la dégradation sanitaire ;
- Les travaux à prévoir afin de sécuriser le site et les salariés ;
- Les délais de réalisation des travaux ;
- Inventaire du patrimoine arboré et du plan de gestion à jour ;
- Toute autre information utile.

6.2.2.3 Valorisation des produits de coupe et création de mobilier (Lot2)

Objectif : valoriser les arbres abattus de manière créative et durable, en évitant le gaspillage des ressources naturelles et en contribuant à l'embellissement du site

- Transformation du bois abattu : Le prestataire devra collecter le bois provenant des arbres abattus et proposer des solutions de valorisation créatives, telles que la fabrication de mobilier ou d'autres objets utilitaires ou décoratifs à partir de ce bois. Ce mobilier pourra inclure des bancs, des tables, des sculptures, des jardinières ou d'autres éléments adaptés au contexte du site. Le prestataire devra donc en collaboration avec le gestionnaire du site, proposer des designs de mobilier qui s'intègrent harmonieusement dans l'environnement du site. Chaque pièce de mobilier créée à partir du bois des arbres abattus devra être documentée avec un suivi de sa conception, de sa fabrication, et de son installation sur site. Un rapport détaillé de la valorisation sera fourni à chaque fin de projet.

Le titulaire est libre de faire des propositions pour la création de mobilier. Chaque proposition devra être validée par le **Correspondant technique**

Les moyens mis en œuvre pour atteindre ces résultats sont de la responsabilité du Titulaire.

6.2.3 Modalités d'intervention

Le Titulaire doit planifier ses interventions en accord avec le Demandeur en fonction du programme prévisionnel transmis en annexe.

De façon générale, les travaux de taille ne doivent pas être pratiqués en période de débourrement et de descente de sève (fin août à fin octobre). Seule une taille réduisant une faible proportion de feuillage peut être pratiquée durant cette période de descente de sève.

Avant tous déclenchement d'opérations, le Titulaire doit :

- Etablit un devis sur demande du Demandeur sur la base des prix définis au marché ;
- Etablit un planning d'intervention validé par le Demandeur ;
- Pour des interventions sur des arbres situés au-dessus de stationnement, le Titulaire demande 14 jours à l'avance la fermeture des stationnements ;
- Une visite d'inspection commune devra être réalisé en amont du début des opérations. Cette visite vient en complément du plan de prévention annuel.

6.2.4 Modalité de fin d'intervention

Le Titulaire est tenu de laisser en parfait état de propreté toutes surfaces, tous matériels, sur lesquels il est intervenu, ainsi que les abords immédiats. Les déchets, c'est-à-dire tous les débris végétaux générés par les interventions, les branches, brindilles, écorces, tronc, feuilles, copeaux, sciure sont à la charge du Titulaire. Le Titulaire est tenu de prendre en compte toutes les dispositions pour éviter qu'aux abords du chantier, les chaussées et trottoirs ne soient souillés par des déchets provenant des travaux.

Des bons d'intervention seront à remplir à chaque intervention par le Titulaire. Sur ces bons seront mentionnés le nom du chef d'équipe, le jour d'intervention, le type de travaux (détaillés) effectués et la zone de travaux



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

Référence :

Page 27 / 37

Ils devront être signés à chaque intervention par le Demandeur et serviront de base et de justificatifs au déclenchement de la facturation. Aucune facture ne sera validée sans transmissions des bons complétés.

6.2.5 Résultats attendus

Les prestations définies dans le présent CdC sont soumises à une obligation de résultats. Le Titulaire doit mettre en œuvre une méthode d'assurance qualité lui permettant par le biais d'indicateurs pertinents de mesurer la bonne exécution des missions qui lui sont confiées et de définir des actions d'amélioration globale de la qualité de ses prestations. Le Titulaire est libre de s'organiser comme il le souhaite pour atteindre les résultats attendus dont il est le seul responsable.

Le Titulaire s'engage à atteindre les résultats suivants :

- Intervenir dans les délais définis par le présent cahier des charges ;
- Tenir à jour l'inventaire du patrimoine arboré ;
- Valoriser les déchets.

Les moyens mis en œuvre pour atteindre ces résultats sont de la responsabilité du Titulaire.



7 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Moyens nécessaires à la réalisation des prestations

Tout au long de la réalisation des prestations, le Titulaire doit pouvoir justifier tant pour lui que pour ses éventuels sous-traitants, que les agréments, sont à jour, et doit pouvoir produire tout autre document exigé par la réglementation en vigueur.

A l'intérieur ou à l'extérieur du Centre, les transports sont à la charge du Titulaire. Ils doivent être réalisés dans le plus strict respect de la réglementation en vigueur et des règles de l'art.

7.1.1 Moyens à la charge du Titulaire

Le Titulaire utilise ses propres matériels, outillages et équipements pour la réalisation des prestations notamment :

- Outillage individuel ou spécialisé ;
- Matériel d'accès ou de sécurité (y compris les équipements collectifs nécessaires pour les interventions en hauteur) ;
- Moyens de levage et de manutention ;
- Outillage forestier motorisé ;
- etc.

Le Titulaire en assure l'entretien et la conformité à la réglementation en vigueur associée.

Le Titulaire utilise ses propres matériels, outillages et équipements pour la réalisation des prestations notamment :

7.1.2 Autres moyens mis à disposition du Titulaire par le CEA et limites de prestations

Le **Correspondant Technique** met à disposition une plateforme sur laquelle le Titulaire pourra déposer les copeaux issus du broyage des petits déchets ligneux.

7.2 Organisation du Titulaire

Le prestataire est responsable de la structure et de l'organisation mises en place, de leur adaptation à la charge de travail, ainsi que de l'encadrement et de la logistique, afin d'assurer, dans leur intégralité et dans les délais impartis, l'ensemble des missions décrites dans le présent Cahier des Charges.

Il doit mettre en œuvre, en nombre et en qualification, une équipe structurée et aux compétences suffisantes de façon à remplir l'ensemble des missions décrites adaptées à la charge de travail à réaliser. En particulier, il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité des prestations et pallier les absences prévues et imprévues de son personnel.

Dans sa réponse, le prestataire précise, pour les différentes fonctions qu'il a identifiées, la qualification, l'expérience, et les formations des intervenants qu'il affecte à la réalisation des prestations. Le prestataire s'engage à présenter un organigramme des différents intervenants, et de le tenir à jour pendant toute la durée du marché. Il doit notamment informer le responsable CEA du contrat, préalablement à la prise de fonction, de toute modification de la composition du personnel affecté sur le site.

En cas de changement de personnel, le prestataire est tenu de dispenser, à tout nouvel intervenant, la formation liée aux différentes missions décrites dans le présent cahier des charges.

Le bon dimensionnement de l'équipe et la justification que celui-ci répond correctement aux exigences et aux besoins du CEA Grenoble représentent un critère majeur d'évaluation de l'offre du prestataire.



L'organisation envisagée et la mise en place des ressources nécessaires pour réaliser les prestations demandées, doivent être présentées par le prestataire dans sa réponse au présent dossier de consultation.

8 OBLIGATIONS LIEES A LA PRESTATION

8.1 Spécifications relatives à la démarche anticorruption du CEA

Le Titulaire devra attester de son intégrité dans son offre, c'est-à-dire de ne tolérer aucune forme et ne se livrer, directement ou indirectement, à aucun acte de corruption, et n'accorder, n'offrir ou ne promettre aucun avantage à un salarié CEA et ce afin d'influencer une action officielle ou d'obtenir un avantage indu. En pièce jointe, nous encourageons le Titulaire à prendre connaissance du code de conduite anticorruption et la procédure de signalement des alertes du CEA.

<https://www.cea.fr/Pages/engagements/conformite-anti-corruption.aspx>

8.2 Sécurité

Le Titulaire se référera aux Règles Applicables aux Entreprises Extérieures.

Les règles rappellent les grandes dispositions à respecter sur le site en termes de sécurité :

- Organisation générale du CEA :
 - Circulation et Stationnement,
 - Organisation sécurité du CEA-Grenoble,
 - Conditions d'hygiène,
 - Accident et appels des secours,
 - Évacuation en cas d'urgence,
 - Surveillance médicale,
- Mesures de prévention préalables à l'exécution du marché :
 - Communication d'informations et de documents,
 - Inspections communes préalables,
 - Plan de prévention,
 - Sécurité des travailleurs affectés à la réalisation du marché,
- Mesures de prévention pendant l'exécution du marché :
 - Applications des consignes du PP,
- Dispositions particulières :
 - Accès aux terrasses,
 - Risques incendie et explosion,
 - Risque électrique,
 - Traitements des déchets,
 - etc.,
- Moyens fournis par le Titulaire (humains et matériels),
- Moyens mis à disposition par le **Correspondant Technique**
- Interruption du marché en cas de non-respects des règles de sécurité.

Des contrôles pourront être réalisés par les services compétents du **Correspondant Technique** à tout moment du déroulement du marché. Le Titulaire ne pourra en aucun cas s'y soustraire.

8.3 Accès au site

Les prestations étant réalisées sur de Grenoble, Le Titulaire devra se soumettre aux procédures d'accès du personnel d'entreprises en vigueur sur le site (Circulaire 58) et établira notamment à ce titre, en temps et en heure, les demandes de laissez-passer et/ou les renouvellements nécessaires auprès de la cellule de l'officier de sécurité.

8.4 Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA qui prévoient notamment :

- Le Titulaire s'engage à conserver confidentielles et s'interdit de communiquer à un tiers, sans l'accord préalable et écrit du CEA, tout ou partie des informations et/ou connaissances du CEA ou de toute tierce partie, auxquelles il pourrait avoir ou avoir eu accès à l'occasion de la prestation réalisée pour le compte du CEA.
- Le Titulaire se référera aux règles applicables définies dans le chapitre 4 des CGA (conditions générales d'achat) du CEA.

8.5 Données Personnelles

Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le Titulaire déclare parfaitement connaître les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment : la loi Informatique et Liberté n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

La solution proposée, soumise à autorisation par le CEA, devra respecter les principes de proportionnalité, de minimisation et de limitation des données personnelles, assurant que seules les données pertinentes, telles que définies par le CEA, sont traitées au sein de la solution pour les seules finalités convenues et sous le contrôle des seules personnes ayant à en connaître.

Elle devra intégrer les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données personnelles traitées contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé.

Si la prestation implique un traitement de données à caractère personnel, le Titulaire se conformera aux directives

8.6 Politique Achats responsables et Développement Durable

Avec un montant qui représente près de 2,7 milliards d'euros, les achats du CEA font partie intégrante des enjeux sociétaux et environnementaux.

Le CEA veille à la qualité et à la diversité des relations avec ses fournisseurs. Il mène une politique d'achat responsable fondée sur trois engagements prioritaires :

- Créer et maintenir des relations de confiance avec ses fournisseurs,
- Prendre en compte la dimension responsable de ses achats,
- Contribuer au développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et de l'innovation.

Il est signataire depuis 2004 de la charte « relation fournisseur responsable » et adhérent au Pacte PME, dispositif national de soutien aux PME innovantes.

Par ailleurs, dans le cadre de sa démarche développement durable entamée il y a déjà plusieurs années, et plus particulièrement dans le cadre de sa politique RSE mise en place au CEA Grenoble, le CEA poursuit ses actions dans les trois domaines fondamentaux : environnement, social et économique.

L'engagement de développement des achats responsables du CEA ne peut se faire sans prise en compte de cette dimension par ses fournisseurs.

Ainsi, le CEA souhaite impliquer ses fournisseurs dans cette démarche pour :

- Le volet environnement, y compris pour les économies d'énergie
- Le volet social (bien-être au travail, insertion, politique emploi, handicap, etc.).

Dans ce cadre, le Titulaire, au travers d'un rapport descriptif, démontrera dans la remise de son offre son engagement sur ces aspects.



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

Référence :

Page 32 / 37

8.6.1 Volet environnement

Le Demandeur a adopté depuis 2001 une stratégie ambitieuse de Responsabilité sociétale.

8.6.1.1 Produits

Tout intrant (amendement, terreaux, engrais, pesticide, etc) et tout traitement (soin des plantes, soin du sol) doit répondre à la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte interdisant tout produit phytopharmaceutique. Seul les produits de biocontrôle et utilisables en agricultures biologiques sont autorisés sous accord du **Correspondant Technique**. Cependant, la politique du CEA Grenoble est zéro produit phytosanitaire.

Dans tous les cas, le choix des produits est à l'initiative de l'entreprise qui endosse toute responsabilité en cas d'erreur sur le produit ou sur le dosage et s'engage à remettre en état toute dégradation due à une erreur de traitement.

Le Titulaire privilégie l'achat des produits dont les emballages se recyclent et/ou dont la biodégradabilité est reconnue.

Toute évolution ou changement de produits sera tracée au travers des rapports d'activité mensuels. Le Titulaire prendra toutes les dispositions de sécurité relatives à l'utilisation de matières toxiques.

8.6.1.2 Déchets

Concernant la gestion des déchets produits par le Titulaire, celui-ci se conformera à la **circulaire sécurité n° 14** du Demandeur.

A la fin du chantier, le Titulaire devra transmettre au **Correspondant Technique** :

- Les types de déchets et volumes associés évacués en fin de chantier ;
- Pour chaque type de déchet, les filières d'évacuation.

Avant toute sortie de déchets du site, un passage des véhicules au CRCV (contrôle radiologique) est obligatoire.



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

Référence :

Page 33 / 37

8.6.1.3 Economie d'énergie

Le site grenoblois du CEA Grenoble est certifié ISO 50001 depuis août 2023. Son système de management de l'énergie (SMEn) vise à développer une méthode de gestion rigoureuse et vertueuse de l'énergie du site, nécessaire à ses activités. Cette démarche d'amélioration continue de la performance énergétique repose notamment sur la réduction de consommations énergétiques et les comportements des utilisateurs. Pour information, le Titulaire trouvera la politique externe en matière d'énergie du CEA en Annexe.

Le site grenoblois du CEA souhaite être accompagné dans cette démarche par ses fournisseurs. Gestion de l'eau

8.6.1.4 Nuisances sonores

Les activités du Titulaire ne devront pas engendrer de nuisances sonores susceptibles de générer un niveau sonore supérieur à 55 dB(A) en période nocturne.

8.6.1.5 Sol et eaux souterraines

Tout rejet dans le sol et les eaux souterraines est strictement interdit.

8.6.2 Volet social

Le Titulaire se référera aux conditions du marché concernant cette thématique (projet de marché, règlement de consultation

9 PILOTAGE DE LA PRESTATION

9.1 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage se tient dans les quinze jours suivant la notification du marché.

Cette réunion, où sont présents les représentants, des deux parties permet :

- De préciser l'organisation opérationnelle pour le suivi du contrat : les intervenants, les limites de responsabilité, le calendrier des réunions de travail...
- De rappeler les objectifs : planning, politique QSE...
- D'établir et signer les différents documents contractuels et réglementaires.

A cette occasion, le Titulaire remet au **Correspondant Technique** le projet de plan d'organisation détaillé mentionnant les différents postes de travail. Le Titulaire présente et fait valider lors de cette réunion, une maquette des documents qu'il juge nécessaires à la bonne appréciation de la prestation et à l'analyse des résultats.

9.2 Réunion de pilotage.

Une réunion annuelle (contractuelle et commerciale) est programmée.

Celle-ci réunit :

- **Correspondant Technique CEA**
- L'IQ ;
- L'ISI ;
- Le SMA ;
- Les responsables contrat du Titulaire.

Lors de cette réunion, les sujets suivants sont passés en revue :

- Point organisationnel ;
- Bilan Qualité et sécurité ;
- Suivi et analyse des indicateurs QSE ;
- Analyse des Fiches d'Amélioration de la Qualité ;
- Bilan social ;
- Bilan technique et commercial ;
- Retour d'expérience, problèmes particuliers rencontrés par le Titulaire ;
- Plans d'action pour la tenue des objectifs ;
- Aspects contractuels, (facturation des prestations, avenants, ...) ;
- Revue du plan de progrès ;

Pour chacune des réunions susmentionnées, un compte rendu est rédigé par le Titulaire et diffusé au **Correspondant Technique** dans les cinq jours ouvrables suivant la réunion pour approbation. Ce compte rendu est ensuite diffusé dans les trois jours ouvrables après approbation du **Correspondant Technique**.

Le **Correspondant Technique**, les correspondants techniques ou le Titulaire peuvent demander des points complémentaires autant que de besoin. Ces points sont suivis d'un compte rendu rédigé par le Titulaire et diffusé au Demandeur pour validation avant diffusion.

De plus, les parties pourront convenir de se rencontrer autant que de besoin en dehors des réunions prévues ci-dessus.

9.3 Documents à fournir et livrables

Le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Livrables".

La remise des Livrables est une condition de Réception des Prestations par le CEA.

Tous les documents, remis par le Titulaire, au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés,
- Qgis (.shp) pour l'inventaire des arbres,

9.4 Contrôles - Définition des indicateurs et de leur mode de calcul

9.4.1 Contrôles, audits

Le Titulaire devra faciliter ces contrôles en fournissant notamment tous les renseignements/documents ou en simplifiant leur accès, et à les accompagner sur place le cas échéant.

Ces contrôles peuvent porter entre autres sur :

- Le port des EPI ;
- L'état du matériel utilisé ;
- Le respect des délais ;
- La qualité du tri effectué par le Titulaire ;
- La conformité de réalisation des prestations.

Les écarts constatés sont notifiés au Titulaire, qui définit et applique une action corrective dans un délai imparti déterminé par le **Correspondant Technique**. En cas d'écarts répétitifs ou d'actions correctives non réalisées, des pénalités seront appliquées au Titulaire.

9.4.2 Indicateurs

Les indicateurs de suivis de la prestation sont de deux types : les indicateurs qualité et les indicateurs d'activité. Les indicateurs qualité concernent la partie administrative de la prestation. Les indicateurs d'activité concernent la partie technique de la prestation.

Tâche Livrable	ou	Indicateur calculé	Référence documentaire	Objectif	Description / méthode de calcul
Gestion du patrimoine arboré		Taux de réalisation du projet	Cahier des charges §4.2.1	100%	Nombre d'actions réalisés / nombre d'actions prévues par le diagnostic
Délais de prise en charge		Conformité aux délais prédéfini	Cahier des charges §4.2.1	100%	(Nombre de demandes traitées dans les délais / Nombre de demandes) X100
Déchets		Volume de déchets sans filière de valorisation / volume de déchets sans filière de valorisation	Cahier des charges §4.2.1	0 / 0%	Nombre de déchets sans filière de valorisation / volume de déchets sans filière de valorisation

9.5 Réception des prestations complémentaires

A la réalisation des travaux un PV de réception sera cosigné entre le Titulaire et le **Correspondant Technique**, suite à une visite de contrôle terrain des travaux.

La facturation ne pourra être déclenchée qu'après la cosignature du PV de réception.

Le PV de réception comportera les informations suivantes :

- Localisation ;
- Référence du devis ;



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS	
	Référence : Page 36 / 37

- Détails des travaux réalisés

ANNEXE 1 : POLITIQUE EXTERNE ENERGIE

CENTRE CEA GRENOBLE POLITIQUE EXTERNE ÉNERGIE

Installé au cœur d'un environnement scientifique, industriel et universitaire très riche, le centre CEA Grenoble est un des acteurs majeurs et reconnus tant au niveau national qu'au plan international pour ses activités de :

- **recherche technologique**, au travers du développement de solutions innovantes et de technologies, dans les domaines de l'information et de la communication, du numérique, de l'énergie, et de la santé ;
- **recherche fondamentale**, au travers du développement des connaissances scientifiques, dans les domaines de la biologie, de la santé, des nanosciences, des cryotechnologies et de l'énergie.

Ces activités de R&D sont soutenues par la Direction de centre qui est en charge d'apporter le support technique et le soutien administratif nécessaire à la dynamique des programmes de recherche. La Direction de centre assure aussi l'interface avec les autorités administratives et les collectivités territoriales.

Le centre CEA Grenoble s'inscrit dans une démarche volontariste à la fois économique, environnementale, sociale, citoyenne et écoresponsable. En particulier, le centre est engagé et se mobilise, depuis de nombreuses années, sur les sujets liés à l'optimisation de la gestion énergétique de ses bâtiments sachant que nos vecteurs principaux sont l'électricité, l'eau chaude pour le chauffage, le gaz naturel.

Afin d'améliorer la performance énergétique du centre sur le long terme, un **Système de management de l'énergie** (SMEn) est mis en œuvre selon la norme ISO 50001 et le centre s'engage dans un processus de certification.

Les actions du SMEn qui sont déployées s'articulent autour des cinq axes majeurs suivants :



UNE ORGANISATION DÉDIÉE

en matière de gouvernance de la démarche et en matière de maîtrise technique des usages, des consommations et de l'efficacité énergétiques



UNE STRUCTURATION

du fonctionnement et basée sur une programmation d'évolution du patrimoine et une planification énergétique



LA MOBILISATION ET LA RESPONSABILISATION

de l'ensemble des salariés et intervenants sur le centre



UN ENGAGEMENT

à mettre à disposition les ressources nécessaires



LA MAÎTRISE ÉNERGIE

telle que définie dans notre plan à 5 ans, nos activités de conception éco-énergétique (y compris les travaux) et nos procédures achats/approvisionnements qui tiennent compte des dispositifs de soutien à l'efficacité énergétique

« Nous veillerons et nous assurerons que la politique énergie ainsi définie soit communiquée et respectée et qu'elle contribue activement à la réussite de la mise en œuvre de la démarche engagée, en 2023 et au delà, dans le cadre de l'instauration et du maintien de notre système de management de l'énergie. »

Bruno Feignier
Directeur du CEA Grenoble